



Madame la directrice académique,

Les annonces du Président de la République et de son ministre de l'Education Nationale sont brutales, méprisant systématiquement le dialogue avec les organisations syndicales. L'inquiétude légitime des collègues est immense face à ce perpétuel bricolage de notre système éducatif.

- La suppression de la technologie en sixième relève d'une mesure RH pour redéployer des moyens, c'est un plan social pour recruter moins d'enseignants. Aucune raison pédagogique ne justifie cette suppression à l'heure d'une croissance explosive des nouvelles technologies.
- La revalorisation des enseignants n'est pas à la hauteur : le volet « socle » ne compense même pas l'inflation et le pacte constitue uniquement du « travailler plus pour gagner plus » pour une profession déjà épuisée.
- La promesse des remplacements systématiques à la rentrée dans le second degré relève de la tromperie.
- Le regroupement du cadre d'emploi des AESH avec celui des AED autour du métier d'accompagnant à la réussite éducative (ARE) tourne sciemment le dos aux attentes exprimées par les AESH. Un mélange des missions entrainera une surcharge de travail pour un salaire dérisoire.
- Le réforme du lycée professionnel constitue une criante régression pour les élèves et les personnels. Aujourd'hui encore l'imbroglio de la parution des formations sur le site inserjeunes montre l'impréparation de cette réforme.
- Et que dire de la réforme des retraites dont le pays ne veut pas ? Il est inenvisageable de travailler jusqu'à 64 ans dans notre profession.

Dans le cadre des missions de la Formation Spécialisée Santé Sécurité et Conditions de travail, cette année, nous faisons le constat de l'absence de programmation des visites. Et le Groupe de Travail sur le radon n'a toujours pas d'échéancier malgré les nombreuses promesses de l'administration.

Depuis le 20 octobre 2022, date du dernier traitement des fiches SST, 243 fiches ont été saisies par les personnels de l'Education Nationale au sein du département. C'est une augmentation énorme une fois encore.

Les problématiques révélées par ces fiches nous alarment au plus haut point : les problématiques d'élèves perturbateurs ne diminuent pas, bien au contraire. Et à celles-ci s'ajoutent les problèmes de non-remplacement dans le premier degré qui finissent d'achever des équipes déjà fragilisées.

Nous déplorons le fait que les équipes qui demandent de l'aide se voient imposer comme seule réponse des visites de classe et des conseils pédagogiques. Et cerise sur le gâteau : bénéficier d'un « kit pour la gestion de situations à caractère hautement perturbateur » serait une une solution à ces situations!

Enfin, nous nous inquiétons quant aux décharges prévues pour l'année prochaine, le décret d'application n'étant pas paru. Les ASA seront-elles transformées en heures comme c'est le cas jusqu'à présent ? Il en va de notre possibilité d'action auprès des personnels qui en ont, nous le voyons aujourd'hui encore, grandement besoin.